

# DCAF en 2023



Notre époque est marquée par des conflits persistants, une violence généralisée, des fluctuations géopolitiques, ainsi que le recul de la démocratie. Restaurer la confiance est essentiel pour parvenir à la paix et poser les fondations d'un développement durable. La réforme du secteur de la sécurité et la bonne gouvernance sont essentielles à cet égard, en particulier dans les régions fragiles et touchées par des conflits.

Découvrez le travail du DCAF à travers cette sélection de moments clés de 2023, illustrant nos efforts pour placer les personnes au centre des réformes du secteur de la sécurité et mettre en œuvre une sécurité et une justice responsables et efficaces.

Pour un aperçu complet de nos résultats en 2023, veuillez consulter le site [www.dcaf.ch/annual-report-2023](http://www.dcaf.ch/annual-report-2023)



## Définir la sécurité en fonction des besoins des populations

Le DCAF conçoit la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice selon une approche axée sur les personnes qui implique une bonne compréhension des réalités locales et des problèmes d'insécurité de tous les membres d'une communauté. Avant le déclenchement de la guerre à Gaza, en 2023, nous avons organisé 54 séances de dialogue dans les 16 gouvernorats de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza et dans les 10 plus grands camps de réfugiés du Territoire palestinien occupé. Ces séances ont rassemblé plus d'un millier de personnes issues de divers horizons socio-économiques et culturels, qui ont partagé leurs expériences, opinions et besoins en matière de sécurité et de justice. Le DCAF a également soutenu l'élaboration d'approches de sécurité axées sur les individus en Libye, en facilitant des échanges entre acteurs du secteur. Ces échanges ont visé à éclairer les décisions futures concernant les dispositions en matière de sécurité et les processus relatifs à la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité (GSS/RSS).



## Assurer un contrôle efficace des soldats sur le front

Au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, le gouvernement ukrainien a réorienté ses efforts de GSS/RSS pour se concentrer sur la gestion des forces armées en temps de guerre. En conséquence, le DCAF a réorienté son soutien de manière à répondre à ces nouveaux besoins. L'armée ukrainienne comptant près d'un million de combattants, la Verkhovna Rada (le parlement ukrainien) a fait appel au DCAF pour l'aider à mettre en place un système de justice militaire efficace. Nous avons également contribué à la révision des cadres institutionnels et juridiques afin de responsabiliser davantage les militaires quant au respect du droit international humanitaire sur le champ de bataille, et nous avons dispensé à la police nationale et aux services publics d'urgence une formation spécialisée sur la manière la plus adaptée de prendre en charge les victimes et de recueillir des preuves pour poursuivre les auteurs de crimes de violence sexuelle.



## Adapter notre approche aux changements politiques

En 2023, le DCAF a entrepris un réexamen des programmes de GSS/RSS actuellement en place au Burkina Faso, au Niger et au Mali, en réponse aux coups d'État qui ont entraîné une détérioration de la situation politique, sécuritaire et économique de ces pays. Dans le respect du principe de « ne pas nuire », nous avons recentré nos efforts sur le renforcement des organes de contrôle institutionnels et sur l'amélioration de la capacité de la société civile, des fonctionnaires locaux et des médias, à assurer un contrôle démocratique efficace. Lors de la conférence sur la participation des citoyens à la gouvernance du secteur de la sécurité, tenue au Mali et organisée par le DCAF, une vingtaine de recommandations ont été formulées. Parmi celles-ci, il a été souligné l'importance d'éviter une approche exclusivement sécuritaire et de mieux impliquer les femmes et les jeunes dans la gouvernance du secteur de la sécurité.

Photo : Nicolas Réméné

## Ressources



### Justice militaire

Introduction aux principes fondamentaux des systèmes de justice militaire et pénale



### Podcast Donors Talk

Série d'entretiens avec des experts internationaux sur des questions clés pour les donateurs soutenant les réformes de la sécurité et de la justice



### Les femmes dans les opérations de paix de l'ONU

Idées sur la manière de promouvoir l'égalité des genres et la participation concrète des femmes aux opérations de paix



### Sécurité climatique et environnementale

Enseignements en provenance du Brésil, du Territoire palestinien occupé, des Philippines et de la Sierra Leone



### Favoriser la création d'une communauté de pratique internationale

Le DCAF fournit des analyses d'experts, des conseils et des formations à tous les membres du Groupe des partenaires internationaux. Ce Groupe est composé de pays et d'organisations multilatérales résolus à jouer un rôle concret dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix, en mettant en œuvre des processus de réforme du secteur de la sécurité au niveau national. Les membres de ce groupe ont accès à une ressource en ligne unique, facilitant le partage de connaissances entre praticiens et décideurs politiques sur les dispositifs mis en place, les bonnes pratiques et les défis à relever. En plus de renforcer les capacités et les compétences en matière de GSS/RSS, cette ressource permet aux membres du Groupe d'aligner les efforts des donateurs pour accroître l'efficacité des processus de réforme et de bonne gouvernance, en particulier dans les pays fragiles ou touchés par des conflits.

### Soutenir les efforts multilatéraux de consolidation de la paix

Le DCAF apporte expertise et conseils à diverses institutions multilatérales, notamment en aidant les Nations Unies à élaborer des orientations pratiques sur la GSS/RSS et le changement climatique. En 2023, nous avons collaboré avec la Fondation des Principes pour la paix pour organiser un atelier permettant de recueillir des données d'expérience auprès des acteurs sur le terrain. Ces données ont ensuite été utilisées pour créer une ressource à l'intention des acteurs de la sécurité impliqués dans les efforts de rétablissement de la paix. Au niveau local, le DCAF est membre de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix, organisatrice tous les ans de la Semaine de la paix de Genève, un forum international sur la consolidation de la paix. Nous avons également collaboré avec la Plateforme à l'organisation des consultations sur le Nouvel Agenda pour la paix et participé à l'appel à contributions lancé par les Nations Unies concernant cette importante initiative.

Photo : Olivier Chamard

### Améliorer les services de police en renforçant l'égalité des genres

Le DCAF et la Police nationale du Honduras œuvrent conjointement depuis plus de cinq ans à l'amélioration de l'égalité des genres au sein de l'institution. Approuvée en 2022, la Politique sur l'égalité des genres adoptée par la police nationale a incité l'École de police à demander au DCAF de l'aider à concevoir son premier Diplôme sur l'égalité des genres. En 2023, ce nouveau diplôme a été intégré au programme de formation de base de l'École de police et a permis de former 4000 agents dans les 36 districts de police que compte le Honduras.



### Séance d'information du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la Réforme du Secteur de la Sécurité



En mars 2023, les membres du Conseil de sécurité ont examiné le rapport du Secrétaire général de 2022 sur le renforcement de la réforme du secteur de la sécurité dans le système des Nations Unies. La représentante permanente de la Suisse auprès de l'ONU, Pascale Baeriswyl, a indiqué à cette occasion que le travail du DCAF constituait la pierre angulaire de l'engagement de son pays en faveur de la GSS/RSS. Photo : UN Photo/Manuel Elías

### Collaborer avec le secteur privé à la protection des droits humains

Au Japon, le Keidanren – la Fédération des organisations économiques japonaises, qui compte près de 1500 entreprises et plus d'une centaine d'associations industrielles, a adopté la boîte à outils sur la sécurité et les droits humains élaborée par le DCAF et le CICR comme cadre de référence pour ses membres. Dans la région Asie-Pacifique, Ipieca, l'association mondiale de l'industrie pétrolière et gazière, a partagé pour la première fois avec le DCAF sur la question de la gestion responsable de la sécurité dans les zones touchées par les conflits. Au Mozambique, le DCAF et son partenaire ont effectué une visite sur le site de la mine de rubis de Gemfields, marquant ainsi la première visite organisée dans cette zone de conflit, dans le but de mieux comprendre l'entreprise et ses efforts pour faire face aux problèmes de sécurité avec les acteurs de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle.



#### Paix, justice et institutions efficaces

Le rôle des institutions de médiation dans la réalisation de l'ODD 16



#### Digitalisation

Comment la transformation numérique impacte la GSS/RSS



#### La justice axée sur les personnes

Recommandations de nouveaux écosystèmes de justice

Plus de ressources sur [dcaf.ch/resources](https://dcaf.ch/resources)

## À propos du DCAF

**23**  
années d'existence

Revenu 2023 de  
**33**  
millions de CHF

Actif dans plus de  
**70**  
pays

**232**  
employés

**16**  
bureaux locaux

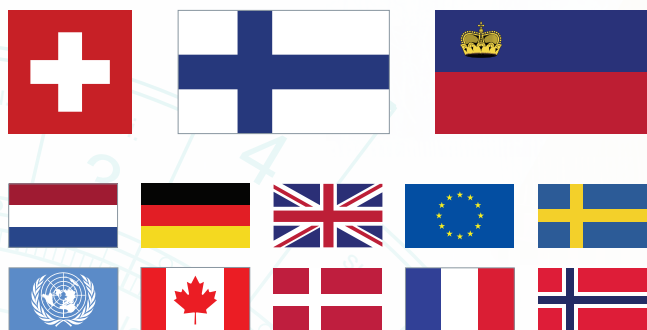
Plus de  
**63'000**  
followers

**80**  
outils de  
connaissance

**360**  
activités  
d'apprentissage

## Merci

Nous exprimons toute notre reconnaissance pour leur soutien et leur confiance à nos principaux bailleurs de fonds et généreux donateurs sans lesquels le DCAF ne pourrait accomplir sa mission.



Découvrez comment le DCAF contribue à renforcer la sécurité des citoyens grâce à des services de sécurité et de justice responsables.

Visitez le site  
[www.dcaf.ch/  
annual-report-2023](http://www.dcaf.ch/annual-report-2023)



Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux



[www.dcaf.ch](http://www.dcaf.ch)